



RAPPEL — FORMATION GÉNÉRALE DES JEUNES — LISTE DE PRIORITÉ

— FGJ

L'Alliance rappelle aux personnes enseignantes qui sont nouvellement inscrites sur la liste de priorité qu'une **rencontre d'information** leur est offerte. Elle se déroulera à **17 h le mercredi 29 avril 2026**, sur la plateforme numérique Zoom. Pour y participer, vous devez vous inscrire en cliquant sur ce lien :

<https://us02web.zoom.us/join/register/c0Ca5wVhTfG6HoEc02RD7Q>.



ÉDUCATION DES ADULTES

— EDA

Vous avez **jusqu'à midi le vendredi 15 mai 2026** pour remplir le formulaire de contestation sur le site de l'Alliance dans le cadre de l'opération de vérification des listes de priorité d'emploi, de rappel et d'élargissement de champs. N'oubliez pas d'y joindre les pièces justificatives. Il est à noter que vous pouvez consulter les listes préliminaires sur SAJ ou au babillard de votre centre. Pour plus de détails, consultez l'infolettre expédiée à votre courriel le 13 avril dernier.



L'HEURE DES CHOIX COURAGEUX

Réparer l'école publique n'est plus une option : c'est une urgence politique. Le 20 avril dernier, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a lancé sa plateforme *Réparons l'école publique* et le diagnostic est sans appel. À force de décisions à courte vue, de demi-mesures et de priorités mal alignées, le réseau public québécois s'est fragilisé. Ce qui devait être un pilier d'égalité des chances est aujourd'hui mis à rude épreuve.

À quelques mois des prochaines élections provinciales, le message de la FAE est limpide : l'éducation doit redevenir une priorité nationale et pas seulement dans les discours. Trop souvent, les partis politiques promettent des consultations, évoquent des « États généraux », multiplient les slogans... mais évitent les choix courageux. Or, la plateforme de la FAE démontre qu'ils sont possibles. En identifiant des pertes de revenus récupérables et des marges de manœuvre budgétaires, elle chiffre à 4,6 milliards de dollars les investissements potentiels en éducation. Ce n'est pas une utopie : c'est une question de volonté.

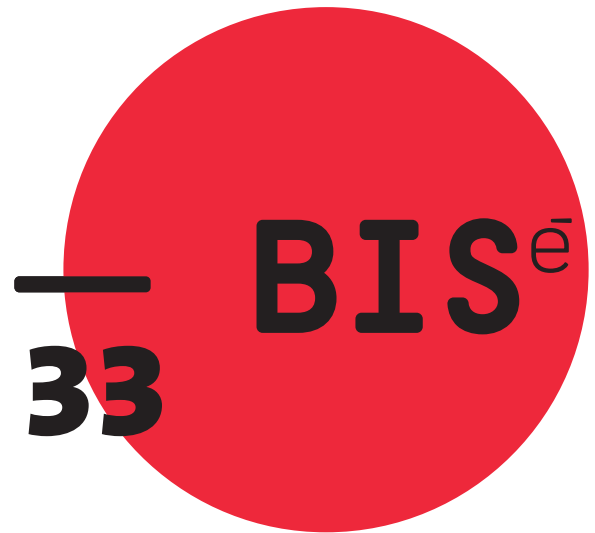
FINANCER ÉQUITABLEMENT POUR GARANTIR L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Les trois chantiers proposés tracent une feuille de route cohérente. D'abord, le **financement**. Il ne suffit plus d'injecter des fonds ponctuels au gré des crises : il faut un financement stable, prévisible, à la hauteur des besoins réels. Avec les sommes identifiées, la FAE a fait la démonstration que le Québec pourrait construire, à titre d'exemple, 134 écoles primaires ou 26 écoles secondaires ou encore réduire de près de 50 % le déficit de maintien des actifs des établissements scolaires.

Ensuite, la **composition des classes**. Le Québec continue de financer les écoles privées tout en prétendant défendre un réseau public fort. Cette contradiction mine l'équité. Mettre fin à ce modèle de financement n'est plus une position marginale : c'est un consensus qui gagne du terrain. En parallèle, il est impératif de garantir l'accès aux classes spécialisées, aux classes d'accueil et aux services professionnels. Fermer ces portes, c'est condamner certain-e-s élèves à l'échec, voire au décrochage. Une école réellement inclusive ne trie pas ses élèves selon leurs besoins ou les moyens de leurs parents. Or, avec les investissements, la FAE estime qu'il serait possible de rendre gratuits les projets pédagogiques particuliers (PPP) pour les 12 prochaines années ou encore d'embaucher près de 34 000 professionnelles.

SOUTENIR LES PROFS POUR SAUVER LE CŒUR DU SYSTÈME

Enfin, le troisième chantier, sans doute le plus négligé : le **soutien et la valorisation du personnel**. Les enseignant-e-s sont au cœur du système, mais



leur réalité se dégrade. L'alourdissement de la tâche, malgré les ajustements récents, témoigne d'un décalage entre les promesses et les faits. À cela s'ajoute un climat de travail parfois marqué par la violence et un manque de reconnaissance. Redonner de l'autonomie professionnelle, offrir un cadre sécuritaire et respecter l'expertise du personnel ne sont pas des luxes : ce sont des conditions minimales pour assurer la qualité de l'éducation.

Ce qui frappe dans cette plateforme, c'est qu'elle ne se limite pas à dénoncer. Elle propose des solutions concrètes, chiffrées, réalisables. Elle rappelle aussi une évidence trop souvent oubliée : l'éducation est un investissement, pas une dépense. Chaque dollar investi aujourd'hui évite des coûts sociaux bien plus élevés demain.

Les partis politiques auront-ils le courage d'agir ? Il est facile de promettre des consultations tout en préservant des intérêts établis. Il est plus difficile de faire des choix structurants, comme revoir le financement du privé ou réallouer des ressources. Pourtant, c'est précisément ce que la situation exige.

Je vous invite à discuter de cette plateforme avec toutes et tous les membres de votre famille, avec votre entourage, et à les inciter à poser un premier geste de solidarité pour réparer l'école publique, en signant la pétition intitulée *Rehaussement du financement du réseau scolaire public*.



Ce geste peut sembler modeste, mais il réussit à créer un rapport de force. Réparer l'école publique, c'est un projet collectif. Et c'est maintenant que ça se joue.

● Catherine Beauvais-St-Pierre, présidente

INDICE DE MILIEU SOCIOÉCONOMIQUE

Vous n'êtes peut-être pas sans savoir que la révision récente de la liste des écoles en fonction de l'indice de milieu socioéconomique (IMSE) à partir des dernières données disponibles du recensement fédéral de 2021 occasionnera de graves conséquences sur plusieurs établissements du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM). Que ce soit une diminution drastique du financement dans certains établissements (pensons à l'école Jeanne-Mance ou encore à l'école Saint-Luc où des centaines de milliers de dollars sont en jeu) ou encore la modification, dès l'an prochain, des ratios d'élèves en classe dans douze écoles primaires, ces changements radicaux seront lourds de conséquences pour les profs et leurs élèves : pertes de services, instabilités dans les équipes-écoles, etc.

Malgré les changements d'IMSE dans plusieurs quartiers, ce n'est pas vrai que, comme par magie, certains secteurs dans Hochelaga-Maisonneuve ou encore Ville-Marie, notamment, sont devenus du jour au lendemain des milieux où les besoins criants ont disparu. Cette révision de l'IMSE aura des impacts directs sur des mesures budgétaires comme :

- Agir autrement pour la réussite des élèves en milieu défavorisé (15011);
- Aide alimentaire (15012);
- Programme Une école montréalaise pour tous (15013);
- Agents en soutien au lien école-famille en milieu défavorisé (15014);
- Renforcement des ressources et pratiques consacrées à la réussite en lecture, en écriture et en mathématique pour les élèves des milieux les plus défavorisés (15015).

Nous devons donc, collectivement, exiger des mesures budgétaires transitoires qui sont essentielles dans la mise en œuvre de la révision de la liste des écoles situées en milieux défavorisés. Un plan d'action de la FAE qui mobilise les conseils d'établissement a été envoyé dans vos milieux.

Un procédurier, des lettres types et le détail des impacts potentiels sont mis à votre disposition [sur le site de l'Alliance](#).

Nous vous encourageons également à signer, **avant le 15 mai**, une [pétition](#) adressée à l'Assemblée nationale pour demander une révision de l'indice de milieu socioéconomique et des mécanismes d'allocation des ressources aux écoles.



N'hésitez pas à communiquer avec le soussigné si vous avez des questions.

● **Patrick Trottier, vice-président**

CAMPAGNE



La fin de l'année scolaire approche, les épisodes de chaleur accablante aussi. Depuis plusieurs années, les profs, dans leur enseignement, et les élèves, dans leurs apprentissages, subissent les conséquences des changements climatiques et du manque d'entretien de nos infrastructures.

L'an dernier, dans le cadre de la campagne Trop chaud pour apprendre, des équipes enseignantes mobilisées ont réalisé des gains pour elles et leurs élèves. Dans certains milieux, des ventilateurs ont été distribués dans toutes les classes ou selon les besoins exprimés par les profs. Dans d'autres, des climatiseurs ont été installés ou mis à disposition dans certains locaux. Au total, plus de trente équipes enseignantes ont participé à la campagne 2025 !

La campagne Trop chaud pour apprendre est de retour cette année. Inspirons-nous des gains faits par nos collègues des écoles voisines. Les victoires remportées sont le fruit de la mobilisation collective des profs, chaque équipe enseignante a le pouvoir d'améliorer son milieu de travail. Toute l'information sur la campagne se trouve [dans la section qui lui est consacrée sur le site Web de l'Alliance](#). Plusieurs outils pour accompagner sont aussi à votre disposition. N'hésitez pas à interpellier [la ou le membre du Conseil d'administration responsable de l'animation syndicale de](#)



[votre établissement](#) pour un quelconque soutien dans vos démarches.

● **Élyse Bourbeau, secrétaire-trésorière**
Marie Contant, vice-présidente

JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS DROITS PIÉTINÉS, FAUT RÉSISTER !



Le gouvernement piétine nos droits : il adopte des lois antisyndicales, il coupe dans les services publics et les programmes sociaux, il met en place des politiques néfastes pour les travailleuses et les travailleurs les plus vulnérables. Il faut résister !

Venez faire entendre vos voix lors de la traditionnelle marche pour souligner la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs. Exceptionnellement cette année, la marche se tiendra le samedi 2 mai.

Joignez-vous à la délégation de l'Alliance pour lutter aux côtés de nos alliés du monde syndical, du milieu communautaire et de la société civile. C'est un rendez-vous, **le samedi 2 mai dès 13 h devant le Monument à Sir George-Étienne Cartier**. Merci de confirmer votre présence en remplissant [ce formulaire](#).



● **Élyse Bourbeau, secrétaire-trésorière**
Marie Contant, vice-présidente

